

José Kagabo *

APRÈS LE GÉNOCIDE. NOTES DE VOYAGE

AOÛT 1994¹

Je suis parti en sachant qu'il y avait eu des morts dans ma famille, dans celle de ma femme, mais combien et qui, je l'ignorais. Comment allais-je réagir? A Bujumbura, d'où je dois partir avec une équipe humanitaire du Secours Populaire Français (SPF), je me trouve complètement angoissé. J'anticipe ce que je verrai au Rwanda, je m'imagine beaucoup de choses.

A la frontière de l'Akanyaru (Kanyaru-Haut), devant les jeunes militaires qui la gardent, je commence à appréhender ma situation : comment concilier ma francité, ma rwandité, l'alliance momentanée avec les Français de la mission SPF au moment où la France occupe militairement une partie du Rwanda (zone turquoise) et les idées simplificatrices de certains soldats du Front Patriotique Rwandais (FPR)? J'ai le sentiment d'être piégé entre les idéologies et l'histoire réelle. L'idéologie de l'humanitaire qui occulte le débat sur la tragédie, l'idéologie libératrice du FPR qui dissimule la douleur,

* Historien, EHESS, Centre d'Études Africaines.

1. J'ai fait trois voyages au Rwanda, en août et en septembre 1994, et de mi-décembre 1994 à fin janvier 1995. Quelques-unes de mes notes sont reprises ici, auxquelles j'ai ajouté certaines réflexions. Que le lecteur veuille bien me pardonner le ton personnel de ce récit : en revenant dans mon pays, après avoir été forcé de le fuir en 1973, il m'est encore impossible de parler en extériorité de ce qui s'y est passé.

l'idéologie de la nationalité, toutes ces idéologies alors qu'à ce moment-là, je ne suis pas français, je ne suis pas rwandais, je suis seulement un homme venu savoir qui a pu survivre dans sa famille, dans sa belle-famille; qui a réchappé à Butare², qui des copains et des connaissances existent encore.

Finalement, on nous confie à un militaire qui doit nous accompagner chez l'officier chargé de l'information. Il est très jeune et a probablement l'âge de mes plus petits frères nés après que je sois parti. A voir des jeunes qui se sont battus contre le régime du président Habyarimana – tout un appareil oppressif qui leur interdisait de revenir dans leur pays –, on éprouve un sentiment qui mêle admiration et inquiétude. Inquiétude parce que la jeunesse peut pousser à l'irresponsabilité, admiration, parce que le règne du général Habyarimana était un système qui broyait les gens dans leur chair et dont personne n'imaginait la possibilité d'effondrement. Même ceux qui, comme moi, ont pu réaliser des projets leur permettant de vivre autre chose à l'étranger, ont cruellement ressenti l'oppression de ce système. Quand ma mère est morte, j'ai voulu aller à ses obsèques. Je venais d'avoir la nationalité française et pouvais obtenir un visa comme n'importe quel étranger. On aurait pu me refuser ce visa en me prêtant des intentions douteuses, des desseins malveillants, mais l'ambassadeur de l'époque m'a dit, textuellement : « Je ne te donne pas le visa, ainsi tu sauras qu'on vous fait souffrir, et c'est ainsi qu'on vous aura toujours. » J'ai trouvé ça gratuit. Il ne me connaît pas, et voilà le discours qu'il me tient. C'était en temps de « paix », c'est-à-dire cinq ans avant l'attaque du Front Patriotique Rwandais (FPR)!

Butare

Je me mure dans l'institutionnel, je suis comme figé. On voit les autorités à la préfecture, le militaire chargé de l'in-

2. Je suis originaire de Butare, et, pendant les dix premiers jours de la tragédie rwandaise, je m'étais régulièrement entretenu par téléphone avec Jean-Baptiste, le préfet arrêté le 19 avril par la Garde présidentielle et assassiné avec toute sa famille.

formation qui nous loge chez lui. Le soir, je vais boire une bière dans le seul endroit ouvert, juste en face de l'hôtel Faucon. Je vois le Dr M. Jusque-là, j'avais l'impression que personne ne pouvait rien me dire. Mais lui m'attire parce qu'il tient des propos différents des autres. Il est seul à parler de la mort. Il dit que la ville sent encore la mort. Je pense qu'il m'apprendra peut-être des choses. Je lui demande des nouvelles de son fils, Paul, que j'ai connu à l'internat. Il me dit qu'on l'a tué. « Le jour où on l'a tué, je suis rentré chez moi, il y avait deux autres gamins par terre, criblés de balles. » Il part dans des digressions. « Pendant tout ce temps-là, on est restés comme des imbéciles à prier, on demandait la paix, à qui?... ce Théodore Sindikubwabo, c'est un collègue, il a vécu à Butare, il a fait ses études à Butare, c'est lui, Président de la République, qui vient dire à la radio qu'il faut tuer à Butare, qu'il connaît bien les gens de Butare, qu'il ne faut pas compter sur eux, qu'il faut les tuer... »

Les Drs M. et Sindikubwabo appartiennent à la même génération d'assistants médicaux de l'époque coloniale : une fraction de l'élite qui a conduit le pays à l'indépendance. En 1963, M. est l'un des tout premiers Rwandais à occuper une fonction de directeur d'hôpital, tandis que Sindikubwabo, qui fait déjà de la politique, est pour un laps de temps ministre de la Santé. Ils se retrouveront à la faculté de médecine de l'Université nationale du Rwanda, puis, comme médecins, à l'Hôpital universitaire de Butare. Au fur et à mesure que le Dr M. me parle, je me souviens qu'en 1962, à l'internat, son fils Paul m'avait dit qu'il avait peur que son père le chasse, lui et sa mère, tutsi. Je l'écoute, son témoignage m'est précieux, j'essaie de comprendre ce qui a pu se passer, mais je suis absent. Je ne comprends pas comment les gens peuvent vivre dans ces moments-là et je ne veux pas aller plus loin. Tout d'un coup, je me surprends à avoir peur de découvrir que des gens que je connaissais étaient morts. Je passe une bonne partie de la soirée avec lui, et, ne voulant pas rester plus longtemps à Butare, le lendemain je me rends à Kigali.

Kigali

Hôtel des Mille Collines. Les seules chambres qui restent sentent la mort. Je ne veux pas y rester seul, je réquisitionne un copain que j'ai rencontré l'après-midi au *Tam-Tam*, le seul restaurant-bar qui existe. Un copain de Brest qui est venu, comme moi, pour recenser les morts. On passe la nuit à discuter. Il m'apprend les circonstances de la mort d'un ami commun, F. Mwumvaneza. C'était un copain de Kigali qui travaillait aux « Télécom » et qui faisait venir mes parents chez lui pour que je puisse leur parler au téléphone. Quand les miliciens se sont présentés chez lui, il s'est « défendu », me dit Félix. Cela signifie qu'il a payé une somme d'argent pour qu'on les fusille, lui, sa femme, son fils et sa nièce. On dit qu'ils sont morts « luxueusement », parce que François a demandé et obtenu qu'on les tue par balles. Il a donné tout l'argent qu'il avait.

Cette idée qu'il pouvait y avoir une mort luxueuse... On s'imagine surtout de quelle façon ont pu être assassinés ceux qui n'avaient pas d'argent. Je pensais surtout à mon père, dont je ne savais toujours pas s'il était mort ou vivant, et à ma belle-mère, des gens pauvres. Ceux qui n'ont rien, c'est à la machette, et c'est tout. Tout cela travaille dans ma tête; on n'a pas dormi, dans cette chambre qui sentait la mort; on a plutôt parlé de la mort.

Le lendemain, je vois un type qui me dit qu'il connaît un peu Kigali, on discute, je me balade avec lui. Je sais maintenant que mon frère est vivant, mais je n'arrive pas à le localiser. A Kigali, je ne reconnais plus personne. Au *Tam-Tam*, le seul point de rencontre, il y a tout le monde, c'est-à-dire tous les arrivants, des Rwandais de l'extérieur. J'en connais beaucoup, rencontrés en Europe, au Burundi, au Zaïre, le plus grand nombre, au Kenya. Pas de Rwandais du Rwanda. Je me réfugie dans une attitude d'ethnologue, d'analyste. Je ne cherche plus à savoir des choses me concernant. Je trouve plutôt apaisant d'interpréter l'histoire des autres, l'histoire de ces anciens réfugiés qui rentrent. Pourquoi ils reviennent, quels sont leurs projets, etc.? Je me demande ce que je fais

là; je suis physiquement au Rwanda, mais mon esprit est ailleurs, à l'extérieur. Finalement, un hasard. Arrive un ami qui, dans la première version des accords d'Arusha devait être député FPR, j'avais longuement discuté avec lui, et on s'était découvert beaucoup d'idées communes. Il est accompagné d'un prêtre qu'il me présente. Celui-ci doit m'aider à retrouver un autre prêtre de Rutongo (à une quinzaine de kilomètres de Kigali) qui avait réussi à me faire parvenir, début juillet 1994, un message m'annonçant que la famille de ma femme avait été massacrée. Nous ne l'avons pas trouvé, mais j'ai pu aller avec lui chez une cousine de ma femme où je trouve une petite belle-sœur, la seule rescapée. Tous ont été tués mais je ne veux pas lui en demander davantage. Mon père est vivant. La petite l'a vu, mais elle ne sait pas où il est.

Jusque-là, je n'ose pas affronter les situations réelles. Je me méfie de la manière dont on raconte. On amplifie, invente, trouve à la tragédie des explications qui dépassent mon entendement (la Sainte Vierge, dit mon ami prêtre, aurait prédit le malheur), mais j'ai surtout peur de savoir ce qui est rapporté avec une précision insupportable. Exemples? Paul n'a pas été tué par des miliciens. Il était mort quelques jours avant le déclenchement des tueries, d'une maladie qu'il vaut mieux taire. Les voisins ne croient pas davantage que les deux enfants du Dr M. ont été assassinés par les miliciens. L'un d'eux, m'assure-t-on, a bêtement tué l'autre en maniant maladroitement une arme que lui avaient confiée des miliciens. Alors, assassins, complices? Je m'efforce de ne pas écouter; je veux m'épargner ces récits trop bien faits ou exacts pour ne pas craquer avant d'avoir liquidé mon histoire personnelle. Car je me suis assigné une mission : établir un bilan complet, pour moi et pour ma femme. Un bref séjour au Burundi me permettra de reconstituer un peu de force.

Retour au Rwanda. Le jour du départ, je prends le volant, je commence à trembler, je vois la mort. Tout d'un coup devant moi, il y a une légère collision de voitures, je le vis comme une démonstration que, si je conduis, je vais devant la mort. Je demande à un copain de conduire et, tout le long du trajet, je ne dis rien. J'anticipe ce que je verrai, je m'imagine beaucoup de choses. Quand j'ai retrouvé mon frère à Kigali, nous sommes partis à Butare. C'est un militaire de

Butare qui lui avait sauvé la vie. Il avait réussi à l'embarquer et il s'était réfugié à Bujumbura.

De Butare, le lendemain matin, on prend en stop un militaire du FPR qui reconnaît mon frère. Celui-ci semble le reconnaître aussi, mais vaguement. Dans la discussion qui suit les présentations, il nous raconte des tas d'histoires. « Tu sais, dit-il à mon frère, tu as deux frères qui ont été tués. » Je le savais, mais sans plus. Il nous explique comment on les a tués. « Il y en a un... on est arrivé le matin, on lui a dit : " Dis donc, tu as vu ta taille..." Il était chauffeur de poids lourd, un grand balèze. On lui dit : " Prends tes enfants. " " Qu'est-ce qu'ils ont fait mes enfants? " On lui a tiré dessus, les enfants et la femme, tués à la machette. Après, ils sont allés chez un autre frère, qui est plus jeune. Tué. Ils sont allés chez un autre et, pour celui-là, on a dit : " On ne le tue pas, on va lui fracasser la tête, le torturer jusqu'à ce que folie s'ensuive; on ne le tuera que quand il sera fou. " Il est donc mort fou, comme l'avaient programmé ses assassins. A quelques jours près, j'aurais pu le trouver encore en vie, parce qu'il s'était réfugié à Butare. Devenu complètement maboul, il couchait sous un camion devant le cachot de la préfecture. C'est là qu'on l'a tué, fin juin³. » Le type nous raconte ça avec une précision terrible. Mais mon frère ne réagit pas. Nous nous arrêtons à Nyanza, destination finale du jeune militaire. C'est un garçon du Rwanda, qui avait rejoint le FPR. Nous poursuivons notre voyage jusqu'à Kigali, où nous retrouvons une sœur. Elle a été sauvée par l'ambassade de Tanzanie qui avait récupéré à peu près 2 000 fugitifs. Les Tanzaniens faisaient le chantage : « Si vous touchez aux réfugiés de notre ambassade, on vire les réfugiés hutu du camp de Benako. » Elle savait que ses frères avaient été tués, mais ni quand ni comment. Nous apprenons aussi la mort de sa mère (elle est née d'un remariage de mon père). Nous lui décrivons le jeune militaire qui nous a servi d'informateur. C'était un « beau-frère »; il sortait avec une autre demi-sœur, mais il n'a pas osé se présenter à moi. J'ai des cheveux blancs, j'aurais pu « lui réclamer la dot »!

3. Juste avant la prise de Butare par le FPR.

Je découvre une histoire complètement folle. Les gens sont exterminés, les survivants ne savent pas comment ça s'est passé. Ils sont encore sous le coup de la peur, ils avalent ça, ils refoulent et, tout d'un coup, quand on commence à parler, il y a des choses qui se clarifient. Ma sœur, pensant que j'appartiens au FPR, me demande : « Mais José, est-ce que vous allez nous imposer des élections? Dis-le-moi, parce que si vous le faites, je m'en vais, ce n'est pas la peine que je reste dans ce pays. Qui va voter? Pour qui? » Alors, elle égrène toute une liste de noms : « On nous a exterminés. » Je n'ai jamais été très « grande famille », mais elle, elle tenait un compte régulier des cousins, des oncles... Tous nos cousins, tous nos oncles de Nyaruguru⁴, exterminés. Là, on recoupe alors l'histoire rurale et l'histoire urbaine. En fait, 80 % des membres de la famille élargie étaient des ruraux, il n'y en a plus maintenant. Je n'avais pas entretenu de rapports affectifs, ni jamais vécu avec eux, mais je savais qu'ils existaient.

Le même jour où l'on me raconte la mort de ce frère tué à Butare, j'apprends les circonstances de la mort de mon ami Claver. On l'a dénudé, laissé en slip pendant une semaine, vivant mais toujours roué de coups, après on l'a tué et on a laissé son cadavre pendant une dizaine de jours devant un barrage de Butare. Je cherche à savoir pour un ami qui s'appelait Vincent, qui travaillait à l'Université de Butare. Je finis par trouver un certain Pasteur qui le connaissait bien. Il m'explique que Vincent avait cru que c'était le schéma ancien : on tue seulement à la campagne, on peut se réfugier en ville. Il était avec femme et enfants, quand il s'est fait cueillir à la descente de Tumba, devant l'Université, par les milices en machettes. Un autre ami, Joseph, j'apprends assez facilement qu'il a été tué parmi les tout premiers par la garde présidentielle, heureusement par balles. J'ai vu sa maison, détruite. Ce sont les mêmes qui ont tué la famille de Munyambo, celle de Nturo : ces deux-là étaient identifiés comme de « grands Tutsi », historiquement connus, et c'est pourquoi ils ont été spécialement liquidés, tout de suite. Le slogan, c'était : « Nous, nous connaissons les choses du passé. Autrefois (1959-1961)

4. Région naturelle dans le sud du Rwanda.

on « travaillait »⁵. Nous donnons le mode d'emploi et vous réglez la question de ces Tutsi. A vous de faire le travail maintenant », disaient les chefs miliciens aux assassins à leurs ordres.

Ce qui est dur, ce sont les silences. Même avec les copains, ce n'est pas facile de parler. Quand on a retrouvé des références communes, une fois balayée la méfiance, ils peuvent raconter. Mais ils n'ont plus de mots; ça vient par bribes, souvent avec des détails douloureux, et ça fait pleurer; on n'ose pas aller plus loin. Les gens sont désaxés.

Malgré toute ma sympathie pour le FPR, j'ai eu le sentiment – primaire, j'en conviens – qu'il y avait des Rwandais qui ont payé et d'autres qui prennent le pouvoir. Ce sentiment, je l'ai perçu chez d'autres. Je ne sais pas comment cela peut être assumé, et je pense que là, il va y avoir un débat, voire des affrontements. J'étais un peu partagé entre mes copains de l'extérieur que j'ai retrouvés, que je connaissais bien, dont j'avais entendu parler, qui avaient entendu parler de moi. C'était une vie de diaspora retrouvée, mais ils n'étaient pas en train de compter les morts comme moi. Certains ne connaissaient personne et n'avaient par conséquent perdu personne; ils n'étaient pas réellement en deuil. Cela explique sans doute pourquoi, quand je posais des questions sur des gens pour savoir s'ils étaient morts, d'aucuns me répondaient : « Écoute, il faut voir l'avenir. »

Retour à Kigali, vers la fin de mon séjour. Je retrouve mon ami prêtre qui devait m'emmener chez les parents de ma femme. Je sais déjà à peu près toute l'histoire. *Grosso modo*, des voisins ont attaqué, tout saccagé, mais sa petite sœur s'est sauvée. Je n'ai pas eu la force de lui poser des questions. Je suis allé simplement faire le tour de la maison. Dans pareilles circonstances, une question revient constamment : est-ce que je peux retrouver des ossements? Est-ce qu'on les a enterrés? Surtout quand j'ai vu la maison détruite, et ce qui pouvait être à l'intérieur, brûlé... Est-ce qu'on peut

5. C'est le mot – *gukora*, en kinyarwanda, repris du vocabulaire meurtrier de l'époque et rendu populaire en avril par le Président de la République, Théodore Sindikubwabo.

voir à l'intérieur des ossements calcinés? Je fouine un peu, je prends des photos. Tout d'un coup, je vois un crâne, gros comme le poing. C'est très probablement un nourrisson. Je le prends aussi en photo. Ce sont des traces que je vois, ça ne dit rien. L'histoire réelle, elle n'est pas là, je ne la sais pas. Je ne sais pas comment ça s'est passé. J'accumule toutes ces preuves, toutes ces traces, mais ... rien, rien ne dit le passé, pourtant très récent.

Ça, ce sont les choses que l'on vit quand on cherche soi-même. Je me dis qu'il est impossible qu'on n'en sache rien.

La petite sœur de ma femme a quatorze ans. Elle ne me parle pas. Elle me confie une lettre pour elle, dans laquelle nous apprendrons qu'une de ses sœurs a été tuée à Gitarama, dans sa fuite. Elle a été tuée par deux types de leur colline. C'est le genre d'histoires folles, une parmi d'autres, qu'on apprend mais que rien ne corrobore. Il faudra attendre sans doute longtemps.

Les coupables

L'opération a été préparée. Il y avait des leaders qui mettaient tous les moyens de l'État – fonds, radio-télévision, armée, etc. – au service de leur projet, qui avaient tout pensé. Quant aux miliciens, certains étaient payés pour exécuter les ordres d'en haut, d'autres – pauvres bougres! – se sont mués en assassins parce qu'il fallait tuer. Ça relève plutôt de la psychanalyse. Il n'y a pas d'autre rationalité qui tienne. Mais ils ne sont sans doute pas nombreux, ceux sur qui on pourrait accrédi-ter la thèse du génocide populaire. Ceux qui ont massivement agi étaient bien recensés, ils opéraient dans une structure d'encadrement dont on peut retracer les contours, avec des horaires connus, avec des listes dont certaines ont été retrouvées. Les gens étaient « au travail », comme on dit, ils savaient chez qui aller « travailler », à quel moment « travailler ».

La seule question qui me paraît se poser, c'est la difficulté de faire la part des choses entre les grands coupables et les

petits coupables. Les grands coupables – si on reste dans la logique des analyses occidentales, de la rationalité –, sont ceux qui ont pensé le génocide, qui l'ont organisé, etc. Mais quand on examine la manière dont les petits coupables l'ont exécuté, alors là, il n'y a plus de théorie de la grande et de la petite culpabilité qui tienne. Quand je pense à Claver qu'on a traîné des jours dans la rue, en le rouant de coups..., je me dis bien que dans les mots d'ordre donnés par les penseurs du génocide, il n'y avait pas le mode d'emploi. La personne qui a pensé à faire un barrage de son corps nu et mutilé, il a trouvé ça tout seul, on ne lui a pas dit de le faire.

Est-ce qu'on juge seulement l'esprit d'organisation, ou aussi le raffinement dans l'exécution? Si l'un a mis toute son intelligence à la conception, l'autre n'a-t-il pas consacré son génie à trouver la forme de la mort qu'il souhaitait donner? Là encore, on peut dire que Claver était une notabilité, qu'il devait subir le sort dévolu aux victimes de son rang, qu'il pouvait, dit-on, y avoir du ressentiment à l'égard de ceux qui avaient relativement réussi dans leur existence. Mais je connais un couple d'anciens instituteurs protestants. Selon les stéréotypes rwandais, ce sont des gens de condition plutôt modeste. Ils avaient une fille qui commençait la fac de médecine à Butare. Je connais le garçon qui l'a tuée avant de tuer ses parents. Il leur a dit : « Il paraît que votre fille fait des études de médecine... » Il a donné ordre à ses petits miliciens : « Il faut lui ouvrir le crâne, il faut voir à quoi ressemble le cerveau d'une fille tutsi qui fait médecine. » Devant les parents. Ils ont ouvert le crâne de la fille, on a sorti son cerveau, on l'a montré... Puis on a tué les parents, en coupant d'abord les pieds de la femme et en les mettant sous le nez de son mari. « Sens! Sens la mort », lui disait-on.

Dans cette histoire, la notion de grande et de petite culpabilité n'a plus de signification. Il y a plusieurs types d'actions à juger dans le même phénomène. C'est le génocide toujours, que certains ont pensé et organisé, que d'autres ont exécuté selon leur propre entendement. Ou bien on considère le génocide simplement dans ses aspects théoriques, on privilégie les catégories de pensée de ceux qui l'ont planifié, ou bien on le considère comme un acte accompli concrètement, impliquant donc non seulement les acteurs, mais les modalités

de son accomplissement. Si l'on veut pousser loin la compréhension, il faut peut-être aussi y ajouter la dimension personnelle : cet homme qui a ordonné aux miliciens d'ouvrir le crâne de sa victime, peut-être qu'auparavant il vivait comme tout le monde. Comment (tout d'un coup, ou progressivement?) s'est-il révélé d'une cruauté impensable jusque-là? J'ai connu ses parents. Quand j'ai quitté le Rwanda, son père, qui atteignait la soixantaine, et sa mère avaient vécu comme des gens qui n'avaient pas de problèmes d'identité par rapport aux Tutsi. Des gens qui ne vivaient plus sur les collines depuis de nombreuses années, de purs urbains, qui n'ont jamais eu de vaches, jamais eu de champs. La femme faisait du commerce, comme dans beaucoup d'autres foyers... Tout d'un coup, le fils de ces gens-là se découvre d'une cruauté extrême, au nom d'une idéologie à laquelle son existence n'a jamais été associée historiquement. Je veux dire que, ayant élu domicile en ville depuis l'époque coloniale, ses parents n'ont jamais été impliqués véritablement dans les rapports sociaux hutu-tutsi.

Ceux qui ont agi, malheureusement, on ne les connaît pas tous, mais, sous bénéfice d'inventaire, je pense qu'on peut constituer des séries de tueries, des cas de figure qui permettraient de situer les différents niveaux de responsabilité. Pour moi, il n'y a pas plus de génocide populaire que de génocide hutu. Il y a eu un génocide, commis par une fraction de Hutu, et il y a de pauvres imbéciles qui ont trempé là-dedans. Il faudra bien clarifier tout cela, si l'on veut éviter le risque d'une criminalisation collective.

La violence

Chaque fois que je pense à la violence du Rwanda, je me souviens de l'histoire d'un certain Elias. Un homme bardé de galons reçus des autorités coloniales et de médailles d'anciens combattants, chrétien comme Dieu le Père et le Fils réunis n'ont pu l'être, toujours à la messe. Une de ses filles a eu un enfant sans être mariée, c'est-à-dire dans des conditions inacceptables pour la tradition rwandaise et chrétienne réunies.

Selon la tradition, une fille mère était exposée dans la forêt aux bêtes féroces. Mais comme il n'y avait plus de forêt, et que de toute façon la loi des Blancs (la police, l'Église) avait supplanté la coutume, il fallait inventer un autre supplice. Ils crevèrent les yeux du bébé pour ne pas qu'il voie les champs, pour ne pas qu'il voie les vaches. Ce type-là, c'était un Hutu de la ville; il n'avait pas de vaches, il n'avait pas de pâturages, mais son petit-fils illégitime constituait une menace pour le troupeau! Voilà une violence acceptée. Ou plutôt, voilà comment les attitudes étaient passives, complices de la violence.

Cette histoire date des années 50. Si je la rapporte, c'est pour dire à quel point (à quel prix aussi) la société rwandaise refoule le réel. Les massacres des années 60 ont été refoulés dans deux ou trois mots : « les événements »; « novembre 59 ». J'ai rencontré de nombreuses personnes qui avaient perdu leurs enfants, leurs frères, leur famille. Quand ils en parlaient, ils disaient « en novembre, quand on tuait », c'est tout. Lorsqu'on lit des textes de Rwandais de tous bords sur les massacres, les différents cycles deviennent : « les événements de 59 »; « les événements de 73 »... La violence est là, on la vit, mais on ne la dit pas. On extermine une partie de la population, en avril 1994, et on dit : c'est la « révolte populaire », le « mécontentement » d'un peuple qui aimait son Président...

OCTOBRE

Se loger à Kigali relève du parcours du combattant. Il y a plein de monde, plein d'ONG. J'éprouve un sentiment agressif : ces ONG, qu'est-ce qu'elles font là? Le soir, je discute avec un membre d'une ONG. Je suis agacé par son aisance, par la rapidité de ses analyses. Je lui dis : « Il faut tout de même penser que vous avez affaire à quelques Rwandais qui ne sont pas tout à fait des imbéciles. Parce que figure-toi (on en était arrivé à se tutoyer en quelques secondes), on s'interroge, on se demande ce qui sortirait d'un petit bilan. D'un côté, ce que vous dépensez, de l'autre, ce que vous

réalisez. On ferait la balance. Parce que votre présence est trop criante, on n'en voit pas le résultat. »

C'était un sentiment puissant de dégoût, parce qu'il y avait quelque chose de complètement révoltant à voir quelques petits « héros » de l'humanitaire. J'ai vu des ONG qui font du bon travail, dans des hôpitaux en particulier, mais, dans de nombreux cas, on se demande bien à quoi servent tous les « Humanitaires » que l'on voit s'agiter dans des « Mercedes », dans des jeeps et autres 4 x 4 de dernier cri, alors que l'État rwandais – auquel on demande de faire ses preuves pour mériter l'aide internationale – n'a pas de quoi payer ses fonctionnaires. Les ministres, les directeurs éclairent leurs bureaux à la bougie, mais les Blancs circulent partout, la « quatrième ethnie »⁶ à leurs trousses...

Il y avait 130 ONG : toute une batterie déployée par les pays riches qui n'ont rien fait pour arrêter le génocide, mais qui reviennent pour se forger une bonne conscience. Que les « Humanitaires » dépensent leur argent, cela les regarde. Mais quand ils se permettent de donner des leçons sur ce que le Rwanda devrait être, sur ce qu'on devrait faire, on a envie de les virer. Il n'y a pas d'autre sentiment. Parce que toute cette batterie d'ONG occupe un espace où un débat de fond aurait dû s'instaurer. Par exemple, comment redémarrer ce pays? Ces gens-là ne se posent pas la question, ils croient qu'ils sont là pour réparer les dégâts; ils parlent de veuves, d'orphelins, et disent qu'il faut les aider psychologiquement. Que savent-ils de la psychologie des survivants du génocide, tous ces braves gens qui se présentent comme des « logisticiens » : conducteurs de camions; distributeurs de couvertures, de haricots..? Les Rwandais sont-ils tellement traumatisés qu'ils ne puissent pas faire eux-mêmes ce travail?

Les ONG introduisent une espèce de virtualité économique, une ambiance de projets, de reprise d'activité artifi-

6. J'emprunte cette expression à Claudine Vidal. La « quatrième ethnie », ce sont les Rwandais qui, quelle que soit leur origine, n'appartenant plus au monde paysan, exerçaient ou cherchaient à exercer des activités fondées sur des connaissances et des savoir-faire occidentaux. Cf. *Sociologie des passions (Côte-d'Ivoire, Rwanda)*, Paris, Karthala, 1991, pp. 28-35.

cielle, et la « quatrième ethnie » – c'est-à-dire les gens qui pourraient discuter des conditions de la réconciliation nationale – est prise dans ce circuit-là. Tout d'un coup, j'ai compris ma réaction brutale à l'égard de ce membre d'une ONG. A travers lui, je réglais un compte à ces quelques Rwandais qui travaillent avec les « Humanitaires » et qui, lorsqu'on leur pose des questions sur les morts, répondent sèchement : « Non, n'en parlons pas, maintenant, il faut travailler, il faut travailler pour survivre. »

Cela renvoie à un débat plus global : tout ce qu'une certaine diplomatie fait pour étouffer le débat sur le génocide, pour donner une forme alambiquée au tribunal international, ou à la procédure à suivre pour arrêter les assassins. Au nom de l'urgence, des impératifs de la réhabilitation, de la raison économique, on nous presse d'oublier. On sent bien qu'il y a tout un potentiel de manœuvres pour noyer le débat. Mais on se laisse piéger aussi soi-même, car chaque Rwandais pense à faire quelque chose pour les orphelins. J'accompagnais moi-même une association humanitaire; je pensais à mobiliser, dès mon retour à Paris, des amis et collègues sur le sort de l'Université. J'étais donc pris moi-même dans l'engrenage de l'humanitaire, dans la problématique de la reconstruction, m'interdisant de penser à la tragédie, et c'est peut-être pour cela que je réagissais mal. Par rapport au premier voyage, cependant, je raisonnais un peu plus. Mais quand les sentiments faisaient surface, c'était violent.

Mon père habite dans un vallon de Kigali où le FPR a pu sauver à temps des habitants, les évacuant vers ses camps de retranchement. A mon dernier voyage, je ne l'avais pas perçu, mais là, je m'en suis rendu compte : mon père délire complètement. Il dit : « Oui, mais ces sauvages, ces animaux, ils vont venir tout prendre, qu'est-ce que je vais faire... c'est la faute des animaux s'il y a des orphelins ici, mes fils ont été mangés par des animaux... » Beaucoup d'images s'entremêlent. Quand il dit que ses fils ont été « mangés » par des animaux, on pourrait se dire qu'il fait du racisme anti-hutu. Peut-être est-ce le cas, peut-être exprime-t-il autre chose. Parmi ceux qu'il appelle ses fils, l'un, qui est en réalité son neveu, a été effectivement dévoré par des chiens, après avoir été tué. Il n'a été reconnu que par ses chaussures et un bout de ceinture,

plusieurs jours après. Mais combien d'autres! Cette image-là brouille le récit, ça donne l'impression d'un délire, surtout quand on ne connaît pas bien les éléments. Il faut beaucoup d'écoute, une écoute prolongée, contrôlée, vérifiée, pour faire la part des choses entre ce qui est témoignage, ce qui est souffrance, ce qui est délire, il y a un peu de tout. Cette fois-ci, il me dit qu'il savait que Nahimana ⁷ avait parlé de moi à la radio, comme pour me dire : « Tu as été militant du bon côté, est-ce que ça peut me protéger? » Il y a un peu de ça.

Ça traduit un sentiment qu'on rencontre chez pratiquement tous les Rwandais de l'intérieur. Ils éprouvent un malaise vis-à-vis de ceux qui arrivent de l'extérieur, une sorte de culpabilité. Ils ont été du mauvais côté, ils ont passivement participé au régime qui a tué, ils ne se sont pas opposés, et les rares qui ont pu capter l'air du temps ont juste laissé leurs enfants gagner les rangs du FPR, mais tardivement. En même temps, ils ont conscience que c'est eux, les perdants. Ils ont perdu les leurs et ils n'assimilent pas tout à fait ceux qui arrivent comme étant aussi des leurs. Ces derniers sont dynamiques et très entreprenants. Les autres pensent qu'ils ont pris la place des morts, même si ce n'est pas de leur faute. Un tel sentiment, je l'ai éprouvé moi aussi, dès l'aéroport, mais avec un peu plus de recul par rapport aux Rwandais de l'intérieur, parce que ceux qui arrivent, je les connaissais déjà à l'extérieur, depuis l'Ouganda, le Burundi, le Zaïre. Parce que aussi, rationnellement, je me dis qu'il faut bien qu'il y en ait qui relèvent le pays. Mais, quand je pense que ma famille a été décimée, j'éprouve un sentiment qui commande une attitude d'exigence. Durant un séminaire, à Kigali, on discutait de tous ces problèmes, et on demandait à ce que toute cette histoire soit respectée. On peut manquer de moyens, mais il faut qu'il y ait une volonté politique pour garder cette mémoire. Car l'acte fondateur de l'impunité, c'est la banalisation dans l'oubli.

Il y a quelque chose de poignant à discuter de ce problème au Rwanda. On rencontre souvent des interlocuteurs qui ne

7. Ferdinand Nahimana, l'un des principaux idéologues du génocide.

sont pas de mauvaise foi, mais qui manquent de moyens intellectuels leur permettant d'accéder à ce genre de réflexion. On a affaire à de pauvres gens qui vous parlent de la mort de leur père, comme si ça devait s'arrêter là. J'ai vu des veuves, rescapées avec un ou deux gosses, qui disent à leurs enfants : « Il n'y a pas de problèmes, vous êtes des orphelins comme tout le monde! » Voilà comme on banalise, par manque de moyens intellectuels. Et pourtant, le besoin existe. Il n'y a que cette démarche de dire, d'exposer, de rappeler ce qui s'est passé qui peut sauver les gens. Quand on croit pouvoir mettre une croix dessus, l'enterrer, les dégâts sont souvent considérables. Ainsi, l'alcool... j'ai fini par comprendre pourquoi les jeunes du FPR se tuent tellement en voiture. Ils conduisent saouls, mais avec une idée en tête. Ils disent : « On s'est battus pourquoi? Je me suis battu pour défendre ma famille, mais il n'y a plus personne... » J'ai eu beaucoup de discussions avec des jeunes militaires qui me disaient : « Vous les politiciens, qu'est-ce que vous nous racontez? Qu'il faut laisser les miliciens rentrer; qu'il faut apprendre à vivre avec eux. Je ne peux pas. J'ai de quoi tuer, et vous me dites il ne faut pas tuer, il faut oublier, il faut vivre avec ça. Mais donnez-moi un autre message, aidez-moi à vivre avec ça. Mais si ça ne va pas, je ne me flinguerai pas, je prendrai un camion... » C'est la première fois que j'entendais des jeunes Rwandais me parler de suicide.

Tout cela fait partie de cette mémoire du génocide qui est là, et que personne n'a les moyens de structurer, de construire, de socialiser. Ce n'est pas seulement mon père qui délire, c'est aussi le père d'un autre. Ce n'est pas seulement le fait que Nahimana ait appelé à tuer qui pose problème. La question de fond, c'est qu'il faut réfléchir sur le pourquoi des réponses à l'appel au meurtre. Il faut réfléchir sur ce type de rapport à la mort. La mort que l'on peut donner en toute bonne conscience, cruellement. C'est toute cette réflexion que l'on doit mener, qui attend de façon pressante, mais qu'on n'a pas les moyens d'aborder et que les ONG viennent étouffer carrément. Pour elles, il faut penser à l'avenir, pardonner, ne pas se crisper sur le passé. Et les ONG chrétiennes rajoutent le thème du pardon.

Il me semble que beaucoup de Rwandais savent à peine

qu'ils ont fait les frais d'un génocide. Ils ont perdu les leurs, mais ils n'ont pas tout à fait conscience que ça s'est passé d'une façon politique, systématique, préparée. Ils disent seulement : « On a tué ! » Ils sont là et pour peu qu'ils rencontrent un cousin lointain qui vient du Burundi, de l'Ouganda, ils éprouvent, comme une compensation, une solidarité de type clanique. Les clans commencent à se reconstituer. J'ai le sentiment que la phase génocidaire ne serait qu'une parenthèse puisque l'on revient maintenant à la mémoire de l'exil, on revient aux stratégies qu'on s'était construites, après 1959, pour survivre en Ouganda, pour survivre au Burundi, des stratégies claniques, des recompositions sur un mode clanique. Donc, c'est ça qui rend la situation actuelle aussi fragile, dans sa configuration sociologique et dans son expression symbolique. Encore, je ne parle que des Tutsi, car j'ai pu m'entretenir plus facilement avec eux.

J'ai rencontré quelques Hutu. Dès qu'on parle du génocide, ils sont mal à l'aise, ils ont eu des morts, eux aussi, mais la situation est difficile à gérer pour eux. Ils réagissent à cet afflux massif et aux comportements qu'il induit, surtout par la méfiance. Puisqu'on ne parle pas du génocide, la faute serait collective. Les Hutu qui n'ont pas participé au massacre n'ont pas l'occasion de se démarquer des responsables, ni de vivre solidairement avec les victimes des massacres. Encore une fois, le discours des ONG catholiques sur le pardon conforte cette situation de non-dit, cautionne cette impossibilité de dire, cette impossibilité voulue, entretenue. Comment travailler sur ce genre de mémoire ? Je pense qu'il faut considérer que c'est une forêt qu'on recueille comme ça, et puis on voit progressivement ce qu'il y a dedans. Je suis moi-même dans l'incapacité d'être tout à fait explicite. Exemple : on a localisé une personne, une des personnes qui ont enlevé la toiture de la maison de la famille de ma femme. Les tôles ont été récupérées chez lui, c'est une preuve matérielle, même s'il dit qu'il n'est pas monté sur le toit. Il doit en savoir beaucoup plus, c'est pourquoi j'ai préféré ne pas le voir tout de suite, je n'étais pas sûr de mes réactions à son égard. Il ne faut pas le brusquer maintenant, il peut nous conduire à d'autres faits, à d'autres acteurs du pillage, voire aux acteurs du crime. J'ai appris que la mère de ma femme a été tuée

au moment où elle rapportait de la nourriture pour des petits enfants, des bambins de trois, quatre ans. A ce moment-là, le type était en train de piller les tôles. Je fais l'hypothèse qu'il ne peut pas l'avoir vue et la laisser aller se faire tuer par d'autres, lui continuant à déménager tranquillement les tôles et autres affaires de la maison. Il y a beaucoup de choses à savoir et on peut les savoir avec précision. Je suis résolu à avoir des données précises sur les lieux où on a tué mes frères, dans quelles circonstances, au mieux, qui y était, je veux dire qui a opéré, parce que je pense que, maintenant, ça se sait.

Si on me dit « un tel a tué », j'aimerais en savoir plus, comment il a tué, qui témoigne. Il faut établir des faits, même s'il doit y avoir amnistie. J'admets très bien l'idée d'amnistie, mais dans une certaine mesure. Sur la base de faits établis, identifiés, sur enquête rigoureuse. Je pense que cette enquête-là doit être faite. Qui peut la faire ? Nous, Rwandais tutsi, nous sommes pris dans le souci de faire en sorte que ce génocide ne soit pas un acte nul. Mais il y a la peur que ça puisse chavirer, que le refus de l'aide internationale complique tout. Les militaires, les fonctionnaires ne sont pas payés et l'expérience de la justice tourne court. Il y a bien cette peur-là. Nous sommes coincés entre l'urgence et la nécessité d'un travail en profondeur. Ce n'est pas encore assez clair. Je parle pour mon compte, mais je doute fort que pour beaucoup d'autres ça soit plus clair.

Le tribunal international

Une déception au Rwanda. On demande un tribunal international, en bonne et due forme, qui nous donne les moyens de passer par une procédure propre, moralement acceptable. Mais quand on décode les signaux envoyés par certains partenaires européens, les plus avertis n'ont pas confiance. Les gens du PSD que j'ai rencontrés, du PL, du MDR, sont conscients que tout ça, c'est de la littérature. Ils savent que ce qu'on essaie d'obtenir d'eux, c'est la pendaison de quelques figures symboliques, et c'est tout. Pour le FPR, pendre quelques têtes ne rendra pas justice. « Ce n'est pas ce que demandent les Rwandais. Ils veulent, y compris en acceptant le pardon,

que les responsabilités soient établies. Ils ne veulent pas un tribunal de parade. Certes, si on pend quelques coupables, la communauté internationale applaudira, donnera éventuellement un peu d'argent, mais nous n'aurons jamais les moyens d'interdire à la base d'exercer sa vengeance. Si on veut nous enfermer dans cette stratégie-là, on organise un tribunal national, il ne sera pas parfait mais, au moins, on se sera piégés nous-mêmes. » Sur cette question, les quelques cadres influents du FPR que j'ai rencontrés veulent un tribunal reconnu, qui rende la justice, sinon, ce n'est pas la peine. Et là, je pense qu'il y a un cheminement politique intéressant, car on pense qu'une véritable justice est le seul moyen de s'affranchir définitivement de l'idée que les Tutsi voudraient massacrer les Hutu. De nombreux responsables politiques veulent s'entourer de cette garantie, c'est pourquoi ils ne peuvent pas aller trop vite. Voilà le débat qui s'amorce.

DÉCEMBRE

A ce troisième voyage, je n'ai pas eu les mêmes réactions. Au premier voyage, je ne voulais pas du tout entrer dans la question du génocide, je ne cherchais pas immédiatement à voir les gens que je connaissais. Au deuxième, j'ai commencé à prendre contact avec les rescapés. Mais cette fois-ci, j'ai adopté une démarche intellectuelle. Je me suis fait raconter ce qui s'est passé par des témoins qui l'ont vécu, alors qu'avant, je me contentais de flashes.

Butare. Je vais voir ce qu'il advient du Centre des enfants qu'on avait monté avec le Secours populaire. La pédopsychiatre qui est passée par là pour évaluation pense que les enfants font l'impasse sur le deuil. Des enfants, des adolescents rwandais ne peuvent pas communiquer aisément avec une Européenne, médecin. Il y a une insuffisance de ressources linguistiques pour parler d'une question aussi délicate et terrible. Une jeune fille me paraît un peu absente. Je m'assois à côté d'elle et lui demande comment elle s'appelle et où elle habitait avant d'être au centre. Elle me dit son nom et son prénom, elle habitait « sur la route de Kansi », elle a dix-huit ans. Je l'assure qu'elle peut me parler en toute sécurité, que

je connais bien la région, Butare, Sahera, Tumba, que j'ai des amis qui habitaient par là. Par exemple, T.M. : la connaît-elle? Elle me raconte que T.M. et sa famille ont fui ensemble et ont été tués à l'Akanyaru.

Les gens se regroupaient par affinités ou par voisinage pour se sauver. Il semble qu'ils ne réalisaient pas bien ce qui leur arrivait. Ils voyaient bien le danger, ils voyaient bien qu'ils étaient recherchés pour être tués. Mais pourquoi? Qui les recherchait? Ils ne comprenaient pas comment on pouvait les localiser avec une telle précision. C'est seulement au moment de leur exécution que sans doute ils le comprenaient. Ils ont fui dans la panique, un sauve-qui-peut; ils ont franchi beaucoup de barrières où les gens ne les connaissaient pas, et c'est seulement vers la frontière qu'ils ont été rattrapés par ceux qui les connaissaient, qui se trouvaient être leurs voisins immédiats, les gens qui ont toujours vécu avec eux. Ils ont été ligotés, on a tiré sur eux, T.M. est mort par balles, comme le père de cette jeune fille et d'autres personnes de leur voisinage. Dans leur fuite, ils avaient laissé les femmes dans une cachette avant d'aller explorer les pistes de sortie. Quand elles ont vu qu'ils ne revenaient pas, certaines ont pris le large, d'autres, en désespoir de cause, sont retournées sur leur colline. La jeune fille a été ligotée en même temps que d'autres et on l'a frappée à coup de marteau, de machette. On l'a cru morte et on l'a jetée dans l'Akanyaru. Le courant l'a entraînée sur des papyrus qui l'ont retenue. Sur la rive burundaise, il y avait une rizière où travaillaient des femmes, elle a crié. Les femmes l'ont tirée de l'eau. Comme elle était encore ligotée, une femme a pris une machette pour couper le lien et elle s'est mise à hurler qu'elle allait la « couper », c'est le terme – *gutema* –, on ne disait pas tuer, mais couper. Elles ont tranché les liens et l'ont amenée à un dispensaire d'où elle a été évacuée sur un hôpital burundais. Puis elle a été rapatriée au Rwanda et récupérée dans un groupe d'orphelins jusqu'au moment où elle est arrivée à Butare. Je lui demande ce qu'est devenue sa mère. Elle me répond : « Ma mère a été tuée. Je le sais, parce que quand je suis revenue à la maison, je l'ai vue dans les latrines, on l'a découpée en morceaux et on les a jetés dans les latrines. » Depuis, elle n'ose pas y retourner parce qu'elle sait que chaque fois, elle la verra.

Cette histoire m'a fait découvrir l'autre dimension de ce génocide. Une dimension qui était encore floue dans mon esprit. Au dernier voyage, je pensais surtout à la question de la responsabilité qui ne pouvait se limiter aux seuls instigateurs politiques du génocide, car je me rendais compte que chacun avait tué avec ses ressources, sa propre haine. L'histoire de cette gamine m'a aidé à saisir qu'une bonne partie de la compréhension de ce génocide passe aussi par la description de l'horreur. Il faut savoir comment on a tué. J'ai appris que R. avait été enterré vivant, c'est un sort qu'on a fait subir à beaucoup d'autres Tutsi. Si on ne vise pas cette description, on s'interdira de comprendre.

Partant de là, je me suis senti assuré, convaincu qu'il faut parler de l'horreur, dans ses manifestations, dans ses gestes, dans sa forme la plus crue car les gens ne se sont pas contentés de tuer. Ainsi, je finis par apprendre ce qui est arrivé à la mère d'un ami. Elle a été tuée par ses voisins, des gens qu'elle avait installés sur son lopin de terre parce qu'elle était vieille et que ses enfants étaient partis. Ils l'ont tuée, exactement de la même manière que la mère de la gamine : découpée, jetée dans les latrines. Que la même scène, les mêmes techniques se reproduisent à Butare, à Gitarama, c'est une coïncidence qui ne peut pas laisser indifférent. Il y a d'autres scènes d'horreur que je me suis laissé raconter. Un vieux : on massacre ses enfants, sa femme, on les découpe en morceaux, on lui en donne à manger, on lui crève les yeux avant de le tuer. Le récit que me fait Vincent des horreurs de l'évêché de Kabgayi ressemble à celui de Dominique, à propos de ses propres parents, domiciliés en préfecture de Byumba. Les listes de victimes dont me parle Vincent présentent la même précision que celle que m'a remise Sœur Joséphine de Kigali.

Globalement, il faut décrire finement les idéologies, le comportement des acteurs, poser la question de la prévisibilité du génocide. Mais l'horreur? La cruauté? Comment est-ce possible? Qu'est-ce qui se joue dans la tête de quelqu'un qui enterre vivant un homme qu'il connaît, dans celle d'une femme qui a dormi avec un homme, a eu un enfant avec lui, et tue cet homme-là, ce gosse-là, dans celle d'un homme qui découpe sa femme? Ce n'est pas une simple réponse aux appels de Nahimana. Comment gérer cette mémoire génocidaire avec,

premièrement, ces horreurs et, deuxièmement, si ces horreurs-là n'étaient pas dites? La banalisation consisterait à considérer que ce n'est rien pour une adolescente de dix-huit ans de savoir que sa mère a été découpée en morceaux et jetée dans les latrines. Je ne prétends pas savoir ce qui se passe dans la tête de celui qui a commis cet acte, mais je sais au moins ce que signifient les latrines pour les Rwandais. Ça veut dire jeter les morts aux vers. Il y a conscience de livrer la chair de la victime à ces vers. Celui qui fait ça sait bien ce qu'il fait. Le symbole est le même pour lui et pour les parents de la victime. Il y a là un irrémédiable, qui ne peut être aboli par quelque stratégie d'oubli que ce soit.

Nous sommes dans un contexte dit de réconciliation nationale, où les politiques, pour diverses raisons, avec une bonne foi plus ou moins avérée, plus ou moins acceptable, défendable, prêchent cette réconciliation. Mais s'il devait y avoir amnistie, il faudrait que les bénéficiaires de ce pardon soient connus, identifiés et que ce soient eux-mêmes qui enclenchent la démarche. Il ne peut pas exister des pardonners sans pardonners. Cette réconciliation implique l'aménagement du retour des réfugiés de Goma, de Tanzanie, etc., des retours spontanés, en catimini, des retours organisés, canalisés par le HCR, avec des négociations. Mais dans ces retours, il y a des *interahamwe*, des assassins, que les membres des familles des victimes peuvent identifier. J'ai moi-même, avec l'aide de ma femme, dressé une liste plausible de ceux qui ont « travaillé » dans le quartier où habitait ma belle-famille. J'ai assisté à d'autres reconstitutions qui permettaient aux rescapés d'identifier des assassins. Les gens sont troublés : voilà les bourreaux qui sont là, en liberté. Il existe un nouveau climat de psychose : « Ça va recommencer. » J'ai beaucoup discuté avec des militaires subalternes, des cadres rwandais tutsi, et d'autres pour qui un autre génocide paraît possible, et très probablement imminent. Sur quoi se fondent-ils? Leur réponse est quasi invariable : « Vous voyez, ils reviennent. Ils ont tué, ils savent que nous le savons, certains même sont nos proches, ils savent que je sais qui a tué mon père, mais il est là, intouchable, qu'est-ce qui l'empêcherait de me tuer? On nous qualifiait déjà de minorité avant le génocide. Maintenant, en un rien de temps, ils régleront notre sort. Ils ont vérifié que l'opinion

internationale se désintéresse complètement de ce qui se passe au Rwanda ou dans les petits pays comme le Rwanda. Pourquoi ne recommenceraient-ils pas? » La peur est là, omniprésente. Elle se nourrit de ces traumatismes qui ne sont pas réglés.

Heureusement qu'il y a des gens comme ce prêtre, M. Il en a vu, mais il se bat pour que plus rien ne soit comme avant. Il investit son champ, l'Église, l'enseignement, il mobilise tout ce qu'il peut contre l'oubli et contre une mauvaise perception du génocide. Mais les gens comme lui sont rares. J'en connais aussi qui ne font pas d'analyses, de constructions intellectuelles, mais qui s'agitent pour reconstruire matériellement le nouveau Rwanda. D'autres essaient de réfléchir et tombent dans le pessimisme. Ils disent : « Quoique nous fassions, nous sommes foutus. Ils reviennent massivement. »

Il y a des Hutu qui, formellement, adhèrent au FPR. Ils excluent de revenir aux combinaisons d'avant les accords d'Arusha, comme si rien ne s'était passé. Mais ils pensent qu'il faudra aller vite aux élections car ils misent toujours sur la notion de majorité ethnique. Cette notion de majorité ethnique reste très vivace, elle est entretenue à la fois par les pessimistes qui la vivent dans la peur, à la fois par les autres.

Il faut parler. Sur ce point, je rejoins quelques courants marginaux de pensée. O. s'assoit, on discute autour d'un pot et tout d'un coup mon interlocuteur dit : « Ah, ils nous ont tués », quand il voit un Hutu arriver. Il dit : « Vous nous avez tués. Mais il faut vivre ensemble. Je ne sais pas comment, mais je ne me laisserai pas tuer. Vous nous avez assez tués. » Le Hutu réplique : « Il ne faut pas prendre tous les Hutu pour des assassins, etc. » J'ai eu le sentiment que la discussion poussait le Hutu à se montrer précis dans son désir de se démarquer des assassins. Pour pouvoir s'en sortir, il faudrait que tout le monde puisse parler, dire ce qu'il a vu, parler de corps déchiquetés, jetés dans les latrines, sans pudibonderie.

En racontant ce qui s'est passé, les gens ne se libèrent pas seulement des refoulements du génocide. Il me semble qu'ils se libèrent de fausses pudeurs, d'inhibitions socioculturelles, catholiques, etc. Aujourd'hui les Rwandais commencent à parler et ceci est fondateur d'une autre histoire que l'on n'a pas encore les moyens d'esquisser. Mais deux questions de fond

subsisteront : la mémoire du génocide, l'attitude des cadres hutu dans l'actuelle situation politique.

Le projet conçu par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de construire un Musée du génocide doit être soutenu par tous les moyens. Condamner sans réserve, c'est la dernière chose qu'on ne peut pas refuser aux survivants. Il faut symboliser la portée de la condamnation. Si ceux qui travaillent contre l'oubli peuvent continuer à le faire, ils contrecarrent les tendances à l'assignation identitaire. Dans la génération qui est là, à l'œuvre, personne n'osera déceintement se réclamer ouvertement d'une idéologie hutu, ou tutsi. Quand une association rwandaise m'a demandé une conférence sur les partis politiques, sur leur échec, j'ai été clair : « Est-ce qu'aujourd'hui le Manifeste des Bahutu est pensable? Est-ce que la lettre des grands *Bagaragu* de l'*ibwami* est pensable? » Ma réponse était que l'un et l'autre pouvaient se reproduire si on ne faisait pas un double travail. D'abord cesser de faire comme si de telles prises de position n'avaient jamais existé. Ensuite être capable de se démarquer des constructions collectives pour prendre chacun sa part de responsabilité. Les Hutu sont-ils capables de reconnaître que ceux de leurs pères qui défendaient les positions du Manifeste soutenaient à tort une idéologie ethniste? Sommes-nous, nous Tutsi, capables de dire que ceux de nos pères, qui adhéraient aux discours des grands vassaux de la Cour, avaient une attitude inacceptable? Si les uns et les autres, nous ne sommes pas personnellement capables de nous dire qu'ils avaient beau être nos pères, nous condamnons leur racisme, tout peut recommencer.

José KAGABO

8. Il s'agit de deux textes, très connus, qui ont été publiés en 1959, et qui contenaient les premières manifestations écrites de positions politiques explicitement fondées sur l'ethnisme. Ils ont été publiés par F. Nkundabagenzi, *Rwanda politique, 1958-1960*, CRISP, Bruxelles, 1962.